



Forum des Nations Unies sur les Forêts

**ETUDE SUR LE DEVELOPPEMENT D'UN CADRE NATIONAL
DE SUIVI ET D'EVALUATION DES PROGRES DE LA
GESTION DURABLE DES FORETS AU CAMEROUN**

RAPPORT FINAL

*Par
Patrice BIGOMBE LOGO,
Consultant National du Forum
des Nations Unies pour les Forêts
(FNUF)*

Yaoundé, le 28 Février 2022

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	2
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES	6
REMERCIEMENTS	7
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	8
I. INTRODUCTION GÉNÉRALE	10
II. APERÇU GENERAL DU SECTEUR FORESTIER DU CAMEROUN	12
II.1. Le cadre institutionnel.....	12
II.2. Le cadre strategique.....	13
III. RESULTATS DE L'ETUDE	18
III.1. Niveau de connaissance des bases de données.....	18
III.2. Recensement des bases de données forestières existantes au Cameroun.....	19
III.2.1. Bases de données forestières ayant des indicateurs de gestion durable des forêts.....	19
III.2.2. Bases de données forestières ayant des indicateurs sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.....	20
III.2.3. Bases de données forestières présentant les flux financiers sur les forêts.....	20
III.2.4. Bases de données forestières existantes dans les autres Administrations publiques.....	20
III.3. Identification des indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.....	21
III.3.1. Indicateurs de mesure des progrès de la gestion durable des forêts par le MINFOF.....	21
III.3.2. Indicateurs de mesure des progrès de la gestion durable des forêts par le MINEPDED.....	22
III.3.3. Indicateurs de mesure de la gestion durable des forêts par le MINFI.....	23
III.4. Evaluation du niveau de connaissance des indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts issus des instruments forestiers des Nations Unies.....	23
III.4.1. Evaluation du niveau de connaissance des Instruments Forestiers des Nations Unies.....	23
III.4.2. Indicateurs des Instruments Forestiers des Nations Unies intégrés dans les bases de données forestières du Cameroun.....	24
III.5. Cartographie des lacunes existantes en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun et des propositions pour combler ces lacunes	24
III.5.1. Lacunes de la production et de la valorisation des données forestières au Cameroun.....	24
III.5.2. Outils à mettre en place pour combler les lacunes des données forestières au Cameroun.....	26

III.5.3. Indicateurs proposés pour la mesure des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun.....	26
III.6. Proposition d'un format de rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun.....	27
III.6.1. Formats proposés pour le rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun.....	27
IV. CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS	28
ANNEXE	30
Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête.....	30

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ANAFOR :	Agence Nationale d'Appui au Développement Forestier
BIP :	Budget d'Investissement Public
CENADEFOR :	Centre National du Développement Forestier
CHM :	Clearing House Mechanism
CONCAM :	Commercialisation Forestière du Cameroun
DSCE :	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
FNFP :	Fonds National Forestier et Piscicole
FNUF :	Forum des Nations Unies sur les Forêts
FSDF :	Fonds Spécial de Développement Forestier
GDF :	Gestion Durable des Forêts
INS :	Institut National de la Statistique
INUF :	Instrument des Nations Unies sur les Forêts
IRIS :	Institut de Relations Internationales et Stratégiques
MINEF :	Ministère de l'Environnement et des Forêts
MINEP :	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT :	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPDED :	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINFI :	Ministère des Finances
MINFOF :	Ministère des Forêts et de la Faune
ODD :	Objectifs de Développement Durable
OFAC :	Observatoire des Forêts d'Afrique Centrale
OIBT :	Organisation Internationale des Bois Tropicaux
ONADEF :	Office National de Développement des Forêts
ONAREF :	Office National de Régénération des Forêts
PFNL :	Produits Forestiers Non Ligneux
PIB :	Produit Intérieur Brut
PSNUF :	Plan Stratégique 2017-2030 des Nations Unies sur les Forêts
PSRF :	Programme de Sécurisation des Recettes Forestières
SIB :	Système d'Information sur la Biodiversité
SIE :	Système d'Information Energétique
SIGIF :	Système Informatique de Gestion de l'Information Forestière
SND30 :	Stratégie Nationale de Développement 2020-2030
SYDONIA :	Système Douanier Informatique Automatisé
TIAMA :	Traitement des Inventaires Appliqué à la Modélisation des Aménagements
TIC :	Techniques de l'Information et de la Communication
UFA :	Unité Forestière d'Aménagement
UNFAO :	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
WRI:	World Resources Institute
ZIC :	Zones d'Intérêt Cynégétique
ZICGC :	Zone d'Intérêt Cynégétique à Gestion Communautaire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Présentation des Programmes du MINFOF.....	14
Tableau 2: Le programme 961 : Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	14
Tableau 3: Nombre cumulé et superficie (en ha) des UFA planifiées et classées entre 2016 et 2020.....	16
Tableau 4: Montants des subventions au reboisement par source de financement selon le type d'activités entre 2016 et 2020 (en FCFA).	16
Tableau 5: Le programme 962 : Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées.	16
Tableau 6: Le programme 963 : Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses.	17
Tableau 7: Le programme 960 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêt et faune.	17
Tableau 8: Bases de données forestières existantes dans les autres Administrations publiques.	21

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Niveau de connaissance des bases de données par les interviewers.....	19
Figure 2: Bases de données forestières ayant des indicateurs de gestion durable des forêts....	19
Figure 3: Bases de données forestières ayant des indicateurs sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.....	20
Figure 4: Bases de données forestières présentant les flux financiers sur les forêts.	20
Figure 5: Principaux indicateurs (MINFOF) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.....	22
Figure 6: Principaux indicateurs (MINEPDED) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.....	22
Figure 7: Principaux indicateurs (MINFI) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.....	23
Figure 8: Principaux instruments forestiers internationaux dont le FNUF œuvre pour la mise en œuvre.....	23
Figure 9: Principaux indicateurs issus des instruments forestiers des Nations Unies pris en compte dans les bases de données forestières existantes au Cameroun.....	24
Figure 10: Lacunes en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun.....	25
Figure 11: Outils à mettre en place.....	26
Figure 12: Indicateurs nationaux de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts.....	27
Figure 13: Formats proposés.....	28

REMERCIEMENTS

La réalisation de cette étude a bénéficié de la contribution de plusieurs personnes ressources. Nous exprimons notre profonde et sincère gratitude à Monsieur Anicet NGOMIN, Directeur des Forêts au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), Monsieur Richard Hyacinthe NGUIBOURG KING, Sous-Directeur des Inventaires et des Aménagements Forestiers au Ministère des Forêts et de la Faune, Monsieur Eric KAFFO, Directeur du Centre de la Promotion du Bois au Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF), Madame Mary MANDENG, Chef de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques (UOGSFF) au Ministère des Forêts et de la Faune, Pr. Marie Marguerite MBOLO ABADA, Conseillère Technique Principale au Projet C2D-PSFE au Ministère des Forêts et de la Faune, Monsieur Paul Alain ESSOUNGA, Ingénieur des Eaux, Forêts et Chasse en service au Projet C2D-PSFE au Ministère des Forêts et de la Faune, Madame WADOU née ZIEKINE Angèle, Sous-Directeur de la Biodiversité et de la Biosécurité au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) et Madame Marie Antoinette FOMO en service à l'Institut National de la Statistique au Ministère des Finances, pour leur contribution à la réalisation de cette étude.

Nous remercions aussi, tout particulièrement, nos assistants, au Centre de Recherche et d'Action pour le Développement Durable en Afrique centrale (CERAD), en particulier, Monsieur Joël NGUETTI, Monsieur Theorell SONWA FOMEKONG, ainsi que Madame Clarisse NGUM, pour leur contribution à la collecte et au traitement des données d'enquête de cette étude.

Les idées émises dans le rapport n'engagent que son auteur. Elles n'engagent, ni le Forum des Nations Unies sur les Forêts, ni le Ministère des Forêts et de Faune de la République du Cameroun.

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Il n'est pas possible de mesurer les progrès de la gestion durable des forêts dans un pays si le pays ne dispose pas d'un système national de suivi des indicateurs de la gestion des forêts. Un système national solide de mesure, de collecte, de gestion et d'analyse des données relatives aux forêts est nécessaire pour produire et mettre à disposition toutes les informations indispensables au suivi des progrès de la gestion durable des forêts.

L'adoption du Plan Stratégique des Nations Unies pour les Forêts (UNSPF) en 2017, après celle de l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts en 2007, a spécifiquement exigé des pays membres des Nations Unies qu'ils progressent dans la réalisation de ses six (06) objectifs forestiers mondiaux et de ses vingt-six (26) objectifs, ainsi que des objectifs de développement durable liés aux forêts. Or, beaucoup de pays en développement, à l'instar du Cameroun, sont confrontés à de nombreux défis en matière de collecte, de gestion et de traitement des données pour le suivi et l'évaluation des progrès de la gestion durable des forêts. Très souvent, même si des données pertinentes sont disponibles dans les pays, elles sont souvent dispersées dans différentes agences gouvernementales et des organisations privées.

Ayant pris conscience de cette situation, le Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF), a décidé d'accompagner les pays dans le processus de développement des systèmes nationaux complets et efficaces de suivi des progrès de la gestion durable des forêts, avec des indicateurs nationaux permettant de couvrir de manière adéquate et appropriée tous les aspects de la gestion durable des forêts tels que consacrés par le Plan Stratégique des Nations Unies pour les Forêts (UNSPF), l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et les objectifs de développement durable liés aux forêts.

Pour y arriver, il est nécessaire de faire un inventaire et un état des lieux des bases de données existantes relatives aux forêts, le type de données qu'elles génèrent, la cartographie des lacunes en matière de collecte, de gestion et de traitement des données, les meilleurs moyens pour résoudre ces lacunes et la proposition d'indicateurs nationaux appropriés de suivi des progrès de la gestion durable des forêts.

C'est dans ce cadre qu'une étude a été réalisée au Cameroun. Ce rapport présente les principaux résultats de l'étude. Il montre que le pays dispose des bases de données forestières importantes avec des indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts. Toutefois, ces bases de données forestières ont des lacunes en matière de production et de valorisation des données forestières, notamment, en rapport avec les aspects de la gestion durable des forêts consacrés par le Plan Stratégique des Nations Unies pour les Forêts (UNSPF), l'Instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts et les objectifs de développement durable liés aux forêts.

Enfin, le rapport fait des recommandations pour combler ces lacunes, notamment, entre autres, la nécessité de (1) définir clairement la matrice des indicateurs de suivi des progrès en matière de gestion durable des forêts et la partager avec les autres acteurs clés de la gestion durable des forêts ; (2) assurer une meilleure prise en compte des six (6) Objectifs forestiers mondiaux et des vingt-six (26) cibles associées et de leurs indicateurs approuvés et adoptés par le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts 2017-2030, ainsi que les indicateurs régionaux dans les bases de données forestières au Cameroun et (3) assurer

l'opérationnalisation de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF).

I. INTRODUCTION GÉNÉRALE

Les deux dernières décennies ont été marquées par d'intenses efforts mondiaux visant à développer un consensus sur les approches communes pour rendre compte de la gestion durable des ressources forestières mondiales. Depuis sa création, le Forum des Nations Unies sur les Forêts (FNUF) encourage la soumission de rapports nationaux volontaires par les États Membres.

Les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur les forêts, conformément à la résolution 4/3 des Nations Unies, ont servi de guide à de nombreux pays pour élaborer et mettre en œuvre des programmes au niveau national pour le suivi, l'évaluation et la communication des progrès vers une gestion forestière durable. Les critères et indicateurs de ces programmes-pays ont été tirés de divers processus régionaux collaboratifs. Il s'agit selon le FNUF (2016) de l'Organisation Internationale des Bois Tropicaux (OIBT), du Processus de Montréal, du processus de Taraputo des pays à faible couvert forestier et l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

La gestion durable des forêts, définie par l'Assemblée générale des Nations Unies comme « *...un concept dynamique et évolutif qui vise à maintenir et à améliorer les valeurs économiques, sociales et environnementales de tous les types de forêts, au profit des générations présentes et futures* » (UN A/RES/62/98) varie dans le temps entre les pays. Un consensus a été développé par les États Membres sur les sept éléments thématiques majeurs de la gestion durable des forêts :

- l'étendue des ressources forestières ;
- la diversité biologique des forêts ;
- la santé et la vitalité des forêts ;
- les fonctions productives des forêts ;
- les fonctions de protection des ressources forestières ;
- les fonctions socio-économiques des ressources forestières ;
- le cadre politique, juridique et institutionnel (UN A/RES/62/98, 2008).

Toutefois, ce n'est qu'en 2007 que l'Assemblée générale des Nations Unies a convenu d'un cadre mondial pour l'Instrument des Nations Unies sur les Forêts, conformément à la résolution UN A/RES/62/98 (2008). Par la suite, l'Assemblée générale des Nations Unies, en janvier 2017, a approuvé et adopté le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts pour la période 2017-2030 centré sur six (6) Objectifs forestiers mondiaux et vingt-six (26) cibles associées ainsi que sur l'Instrument des Nations Unies pour les Forêts.

La 12^{ème} session du Forum des Nations Unies sur les Forêts a recommandé une nouvelle révision du nouveau format proposé pour les rapports nationaux volontaires au Forum sur la mise en œuvre du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts, y compris l'Instrument des Nations Unies sur les forêts et les contributions nationales volontaires, sur la base d'une consultation avec les parties prenantes dans certains pays membres. Il s'agissait de permettre aux principales parties prenantes de se familiariser avec les besoins du nouveau format de rapport national et de contribuer à améliorer la clarté des objectifs et des indicateurs nécessaires.

Au niveau national, les pays ont généralement des systèmes traditionnels d'inventaires forestiers pour recueillir les données biophysiques de leurs ressources forestières. La reconnaissance croissante du rôle des forêts dans les questions sociales, économiques et environnementales a élargi le besoin de recueillir de nouveaux types de données liées aux

forêts et de surveiller les changements, y compris sur le changement climatique, la conservation de la biodiversité, la dégradation des terres, le développement économique, l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté.

La mise en œuvre de tout programme ou politique nécessite donc un suivi et une évaluation périodiques de ses résultats et de son impact. Pour cela, un système national solide et crédible de mesure, de collecte, de gestion et d'analyse des données est essentiel pour rendre compte des efforts en matière de gestion durable des forêts (GDF), de l'élaboration des politiques forestières nationales, de la planification et de la programmation afin de permettre aux pays de fournir une évaluation précise et fondée sur des données exactes pour respecter les engagements internationaux en matière de gestion durable des forêts, notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Mais, beaucoup de pays en développement dont le Cameroun sont confrontés à des nombreux défis en matière de collecte, de gestion et de traitement des données pour le suivi et l'évaluation des progrès de la gestion durable des forêts (GDF). Quand bien même des données pertinentes seraient disponibles, elles sont souvent dispersées dans différentes agences gouvernementales et organisations privées.

Au regard de ces nombreux défis, il est nécessaire de :

- i) développer un meilleur système de rapportage pour couvrir de manière adéquate et appropriée tous les aspects de la gestion durable des forêts (GDF) tels que consacrés par l'Instrument des Nations Unies pour les Forêts (INUF) et le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (PSNUF) ;
- ii) rationaliser la collecte des données et les obligations de rapportage, afin de réduire la charge de rapportage des pays à de multiples processus internationaux et régionaux.

L'objectif principal de cette étude est de soutenir et d'aider le Cameroun à développer un système complet et efficace de suivi des progrès accomplis vers la gestion durable des forêts (GDF). Cet objectif sera atteint par le biais d'une approche progressive et étape par étape, qui comprendra l'élaboration d'un cadre national de suivi et d'évaluation pour la réalisation d'inventaires des données existantes relatives aux forêts, la cartographie des lacunes en matière de données, la résolution de ces lacunes et la sélection d'indicateurs nationaux appropriés pour suivre les progrès accomplis vers la gestion durable des forêts (GDF).

Ce rapport, qui est le premier résultat de ce processus, présente les résultats du recensement des données forestières de base existantes, y compris les données socio-économiques liées aux forêts, la cartographie des lacunes existantes et l'identification des outils pour combler ces lacunes, les exigences nationales et internationales en matière de rapport sur les forêts et les indicateurs susceptibles de servir de base à l'évaluation des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts.

Le Consultant a passé en revue les principales politiques et les principaux programmes du secteur forestier ayant une incidence sur la gestion durable des forêts. Par la suite, une enquête a été réalisée auprès des personnes-ressources au sein des Administrations publiques et des structures qui assurent la production des données forestières au Cameroun (MINFOF, MINEPDED, MINFI, etc.). Le questionnaire de l'enquête a porté sur l'examen du niveau de connaissance des bases de données, le recensement des bases de données forestières existantes au Cameroun, l'identification des indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun, l'évaluation du niveau de connaissance des indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts, la cartographie des lacunes existantes en matière de production et de valorisation des données

forestières au Cameroun et le recueil des propositions pour combler ces lacunes (Voir Annexe I).

Les données collectées au cours de l'enquête ont été analysées et traitées pour produire ce rapport. Ce rapport comprend trois (03) parties essentielles :

- La partie sur l'aperçu du secteur forestier du Cameroun : le secteur forestier camerounais est passé en revue en décrivant succinctement les cadres institutionnel et stratégique du secteur ;
- La partie sur les résultats de l'étude ;
- La partie sur la conclusion générale et les recommandations de l'étude.

II. APERÇU GENERAL DU SECTEUR FORESTIER DU CAMEROUN

II.1. LE CADRE INSTITUTIONNEL

De l'indépendance aux années 1990 l'exploitation des forêts camerounaises se faisait par permis de coupe, par vente de coupe et par licence. A cette époque, un seul exploitant forestier pouvait bénéficier de plusieurs assiettes de coupe à la fois en une année. La mise en valeur des forêts était de la responsabilité du Ministère en charge de l'Agriculture. Dès 1979, l'Etat va successivement mettre en place le FNFP, l'ONAREF, le CENADEFOR et l'ONADEF pour s'occuper des questions de reboisement et de développement forestier. Avec l'appui de la coopération canadienne, ces structures vont réaliser les inventaires nationaux sur environ 14 millions d'hectares.

Sous l'impulsion de la Banque Mondiale et en rapport avec les orientations internationales en matière de conservation de la biodiversité et de gestion durable des ressources forestières, le Gouvernement camerounais a entrepris, au début des années 1990, de profondes réformes de sa politique forestière afin de créer un cadre institutionnel favorable à la gestion durable des forêts.

Ces réformes ont été marquées notamment par :

- la création en 1992 d'un Ministère de l'Environnement et des Forêts (MINEF), éclaté en MINFOF et MINEP en fin 2004 ;
- l'élaboration en 1993 de la politique forestière du Cameroun ;
- l'adoption d'une nouvelle loi forestière le 20 janvier 1994 complétée par un décret d'application du 23 août 1995 ;
- l'élaboration et l'adoption par le pays d'un instrument de base indispensable pour une gestion durable de son patrimoine forestier : le Programme sectoriel Forêts – Environnement (PSFE).

La loi du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche et la loi du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement consacrent un cadre politique et stratégique qui s'articule autour des axes suivants :

- la gestion durable des forêts ;
- la contribution à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté ;
- la gestion participative ;
- la conservation de la biodiversité à travers un réseau national d'aires protégées ;
- le renforcement du secteur public sur ses fonctions essentielles ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire favorable au développement du secteur privé ;

- la mise en cohérence du système d'aménagement du territoire grâce à un plan de zonage du Cameroun méridional forestier ;
- l'amélioration de la gouvernance.

L'orientation générale de la politique forestière du Cameroun vise « *la pérennisation et le développement des fonctions économiques, écologiques et sociales des forêts, dans le cadre d'une gestion intégrée, assurant de façon soutenue et durable la conservation et l'utilisation des ressources et des écosystèmes forestiers* ». C'est cela qui est reflété dans son cadre stratégique.

II.2. LE CADRE STRATEGIQUE

En effet, pour son développement économique et social, le Cameroun s'est doté en 2009 d'une Vision de développement à long terme, qui ambitionne de faire du Cameroun « *un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035* ». Cette Vision volontariste a comme objectifs spécifiques : (i) d'atteindre une croissance économique proche de deux chiffres ; (ii) d'atteindre le seuil de 25% comme part de production manufacturière dans le PIB ; (iii) de réduire la pauvreté en ramenant son incidence à moins de 10 % en 2035 ; (iv) de consolider le processus démocratique et de renforcer l'unité nationale dans le respect de la diversité qui caractérise le pays. La première phase de mise en œuvre de cette Vision a été opérationnalisée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui constituait ainsi le cadre de référence pour la période 2010-2019.

Le DSCE étant arrivé à terme le 31 décembre 2019, la Stratégie Nationale de Développement à l'horizon 2030 (SND30) constitue, le nouveau cadre de référence pour la période 2020-2030.

Elle repose sur trois (03) orientations fondamentales, à savoir : (i) un mix entre import/substitution et promotion des exportations en s'appuyant sur les avantages comparatifs de l'économie nationale ; (ii) un Etat stratège et pragmatique qui met en place les facilités pour l'émergence du secteur privé comme principal moteur de la croissance économique et réalise des interventions ciblées dans des secteurs hautement stratégiques ; et (iii) une articulation entre planification indicative et planification impérative combinant le format assez contraignant de la planification quinquennale et celui indicatif de la planification stratégique. Les objectifs globaux poursuivis par la SND30 sont :

- mettre en place les conditions favorables à la croissance économique et l'accumulation de la richesse nationale et veiller à obtenir les modifications structurelles indispensables pour l'industrialisation du pays ;
- améliorer les conditions de vie des populations et leur accès aux services sociaux de base en assurant une réduction significative de la pauvreté et du sous-emploi;
- renforcer les mesures d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques et la gestion environnementale pour garantir une croissance économique et un développement social durable et inclusif ;
- améliorer la gouvernance pour renforcer la performance de l'action publique en vue de l'atteinte des objectifs de développement.

La stratégie du MINFOF

Le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) dispose aujourd'hui d'un nouveau cadre stratégique de performance (CSP) adopté en avril 2021. Il est fondé sur quatre (4) programmes ministériels arrimés aux orientations de la Stratégie Nationale de Développement pour la période 2020-2030 (SND 30).

La stratégie du MINFOF se décline en quatre (04) programmes dont trois (03) programmes opérationnels et un (01) programme support. L'ensemble de ces programmes, assortis de leurs objectifs et indicateurs, se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 1: Présentation des Programmes du MINFOF

Numéro et intitulé du Programme		Objectif(s)	Indicateur(s)
054	Aménagement et renouvellement de la ressource forestière	Gérer durablement les forêts	Recettes fiscales et parafiscales générées par la gestion durable des forêts
056	Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées	Gérer durablement et valoriser la faune et les Aires protégées	Recettes fiscales spécifiques de la gestion du sous-secteur faune
058	Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	Optimiser l'utilisation des ressources ligneuses et non ligneuses	Nombre d'emplois directs des filières bois et produits forestiers non ligneux (PFNL)
060	Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêt et faune	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes	Taux de rendement dans la mise en œuvre des activités du sous-secteur

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Le programme intitulé **Aménagement et renouvellement de la ressource forestière** s'articule autour de quatre actions reprises dans le tableau ci-dessus.

Tableau 2: Le programme 054 : Aménagement et renouvellement de la ressource forestière

Actions		Objectifs	Indicateurs
1	Aménagement des forêts	Maintenir le potentiel forestier	Superficie sous aménagement
2	Approvisionnement légal des marchés	Stabiliser la production de bois légal	Volume de bois légal mis sur le marché
3	Gestion participative des ressources forestières	Appuyer les communes et les communautés dans la gestion forestière	Superficie des forêts communales et communautaires en production
4	Reboisement et régénération des ressources forestières	Augmenter les surfaces de plantations forestières	Superficies reboisées grâce aux appuis financiers accordés aux acteurs de reboisement et à l'ANAFOR

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Pour ce qui est de l'Aménagement des Forêts, il a pour objectif de maintenir le potentiel forestier avec pour indicateur la superficie sous aménagement. Quant à l'action relative au Reboisement et régénération des ressources forestières, l'objectif est d'augmenter les surfaces de plantations forestières avec comme indicateur les superficies reboisées grâce aux appuis financiers accordés aux acteurs de reboisement et à l'ANAFOR.

Le Tableau 3 montre le nombre cumulé et les superficies des UFA planifiées et classées entre 2016 et 2020 tandis que le Tableau 4 présente les montants de subventions au reboisement par source de financement selon le type d'activités entre 2016 et 2020.

Tableau 3: Nombre cumulé et superficie (en ha) des UFA planifiées et classées entre 2016 et 2020.

Année	Planifié		Classé	
	Nombre UFA planifiées	Superficie UFA planifiées	Nombre UFA classées	Superficie UFA classées
2016	115	6 801 456	94	5 617 575
2017	117	6 854 635	103	6 151 385
2018	117	6 854 635	103	6 151 385
2019	120	7 073 056	105	6 377 905
2020	120	7 073 056	106	6 429 247

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020

Tableau 4: Montants des subventions au reboisement par source de financement selon le type d'activités entre 2016 et 2020 (en FCFA).

Année	Sources de financement				Total
	FSDF		BIP		
	Plantation	Entretien	Plantation	Entretien	
2016	750 000 000	60 000 000	114 000 000	0	924 000 000
2017	538 000 000	30 000 000	120000000	0	688 000 000
2018	263 400 000	50 000 000	120000000	0	433 400 000
2019	220 000 000	30 000 000	120000000	0	370 000 000
2020	0	0	300 000 000	0	300 000 000

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Le programme 962 intitulé « Sécurisation et Valorisation des Ressources Fauniques et des aires protégées » est l'émanation de la politique de développement à long terme du gouvernement contenue dans la vision de l'émergence à l'horizon 2035 à travers le respect des directives du DSCE.

Tableau 5: Le programme 056 : Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées.

Actions		Objectifs	Indicateurs
1	Aménagement des zones de chasse (ZIC, ZICGC)	Gérer et exploiter durablement les zones de chasse	Nombre de touristes chasseurs/an
2	Valorisation des ressources fauniques	Augmenter la contribution du secteur faune à l'économie nationale	Recettes générées par le sous-secteur faune (Francs CFA)
3	Sécurisation et aménagement des Aires protégées	Augmenter la superficie des aires protégées sous aménagement	Superficie d'aires protégées sous aménagement
4	Valorisation et promotion des aires protégées	Améliorer l'attractivité des aires protégées	Nombre de visiteurs dans les Aires Protégées
5	Développement institutionnel et financement durable des aires protégées	Assurer le financement durable pour le fonctionnement de l'organe de gestion de la faune et des aires protégées	Montant des financements mobilisés (cumulés)

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Le programme 963 intitulé «valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses» a pour objet d'encourager la transformation plus poussée des bois, y compris le bois énergie et le développement des filières des produits forestiers non ligneux. Il s'articule autour de cinq actions reprises dans le tableau ci-dessus.

Tableau 6: Le programme 058 : Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses.

Actions		Objectifs	Indicateurs
1	Promotion des essences et commercialisation du bois	Promouvoir les essences peu connues	Volume de bois transformés et promus commercialisés
2	Encourager l'intensification de la valorisation du bois	Améliorer la compétitivité des artisans et industriels de bois en vue d'accroître le rendement matière	Nombre d'artisans et industriels renforcés
3	Développement de la filière Bois-énergie	Accroître l'offre de bois-énergie légal sur le marché	Quantité de bois-énergie mis sur les marchés en tonnes métriques
4	Développement des filières des produits forestiers non ligneux (PFNL)	Promouvoir le développement de la transformation des PFNL	Valeur des PFNL commercialisés par an
5	Pilotage du Programme	Améliorer les performances du Programme	Nombre de dialogue de gestion tenu

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Le programme 060 intitulé « Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêts et faune » est le programme support. Il est responsable de l'orientation, de la coordination, de la gestion des ressources institutionnelles et de l'amélioration de la gouvernance dans le sous-secteur forêt et faune.

Tableau 7: Le programme 060 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêt et faune.

Actions		Objectifs	Indicateurs
1	Coordination et suivi des activités du Sous-secteur	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures	Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance
2	Etudes stratégiques et planification des activités du Sous-secteur	Améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense	Documents de planification et de programmation produits annuellement dans les délais
3	Gestion financière et budgétaire	Assurer une bonne exécution financière des programmes	Documents budgétaires et financiers produits annuellement dans les délais
4	Développement du système d'information statistique	Mettre en place un dispositif fonctionnel de remontée et de diffusion des informations statistiques	Annuaire statistique produit annuellement

5	Amélioration du cadre de travail au MINFOF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats	Proportion de personnel disposant d'un poste de travail fixe
6	Développement des ressources humaines	Accroître qualitativement les ressources humaines	Taux de mise en œuvre du cadre organique
7	Développement des TIC	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du MINFOF	Taux de mise en œuvre du schéma directeur informatique
8	Contrôle et audit interne	Améliorer le fonctionnement et la performance des services	Nombre de mission d'audit conduit
9	Conseil juridique	Veiller au respect des droits et règlements	Proportion des conventions / Accords et des projets de textes juridiques analysés et/ou élaborés dans les délais
10	Communication et relation publique	Accroître la visibilité des actions menées dans le sous-secteur forêt et faune	Nombre d'activités ayant fait l'objet d'une couverture médiatique
11	Gestion des ressources documentaires	Améliorer la gestion des ressources documentaires	Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel.
12	Partenariat et Suivi des programmes	Développer, diversifier les partenariats et les mécanismes de suivi -évaluation	Volume de financements mobilisés

Source : Annuaire Statistique MINFOF, 2020.

Le sous-secteur forêt et faune est clairement interpellé dans les documents d'orientations stratégiques du Cameroun. En effet, la stratégie nationale de développement 2020-2030 (SND 30) vise notamment à favoriser : (i) la valorisation des ressources forestières et fauniques ; (ii) la promotion de nouvelles essences ; (iii) la structuration du marché intérieur du bois en vue d'assurer un meilleur approvisionnement des industries locales de transformation du bois. Elle assigne au sous-secteur l'objectif de situer sa croissance moyenne à 4,5% par an entre 2021 et 2030.

Le sous-secteur forêt et faune a une double fonction économique et écologique. D'une part, il a sur le plan économique pour fonction essentielle de contribuer à l'accroissement de la richesse nationale et à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise, d'autre part il assume une fonction écologique d'importance pour la protection de l'environnement et de la préservation de la biodiversité.

III. RESULTATS DE L'ETUDE

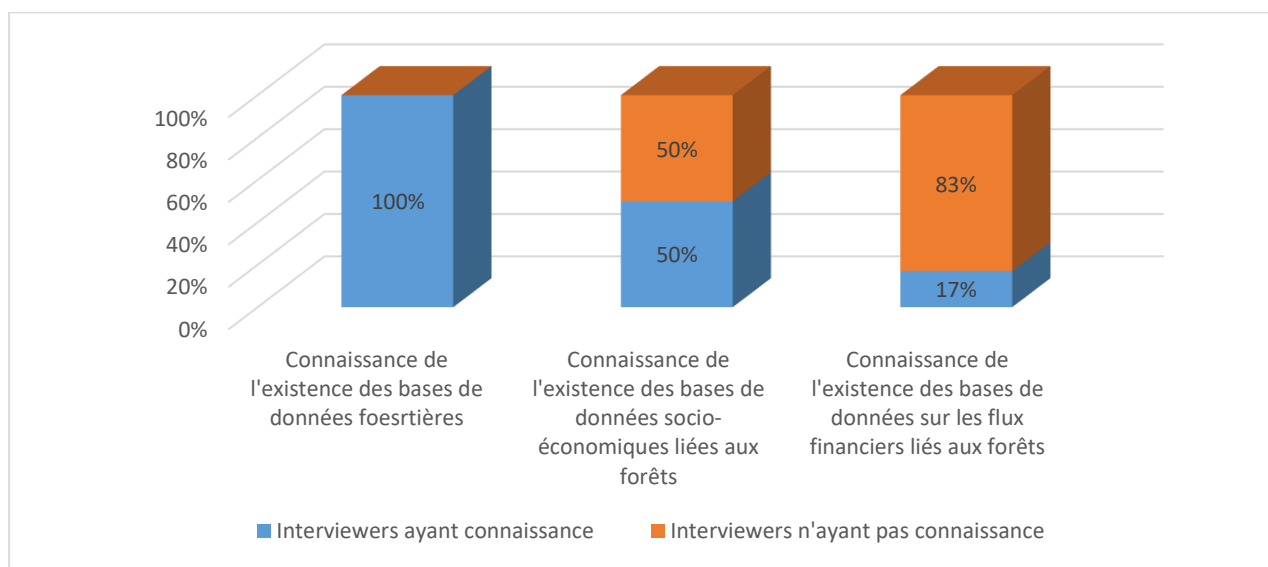
III.1. NIVEAU DE CONNAISSANCE DES BASES DE DONNEES

Comme on peut le voir dans la Figure 1, l'analyse du questionnaire administré a révélé que :

- 100% des interviewés ont connaissance de l'existence des bases de données forestières au Cameroun ;

- 50% des interviewés ont connaissance de l'existence des bases de données socio-économiques liées aux forêts tandis que 50% n'en n'ont pas connaissance ;
- Sur la question de l'existence des bases de données sur les flux financiers liés aux forêts, seul 50% des interviewés ont répondu à cette question. L'ensemble des réponses renseignent que les interviewés n'ont pas de connaissance sur l'existence desdites bases de données.

Figure 1: Niveau de connaissance des bases de données par les interviewers.



Source : Analyse du questionnaire.

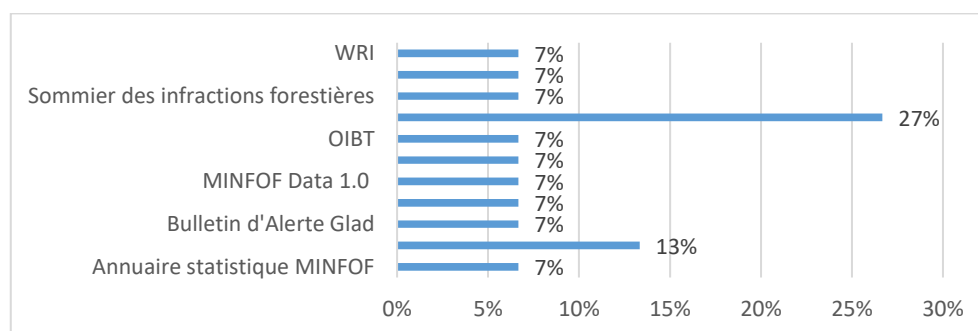
III.2. RECENSEMENT DES BASES DE DONNEES FORESTIERES EXISTANTES AU CAMEROUN

Les résultats présentés sont issus de la synthèse des réponses des questionnaires.

III.2.1. Bases de données forestières ayant des indicateurs de gestion durable des forêts

Les bases de données forestières ayant des indicateurs sur les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun sont nombreuses. Les plus connues, au regard de la fréquence de désignation (en pourcentage) par les interviewers sont : la base de données SIGIF (27 %), et l'Atlas Forestier du Cameroun (13%) comme le montre la Figure 2.

Figure 2: Bases de données forestières ayant des indicateurs de gestion durable des forêts.

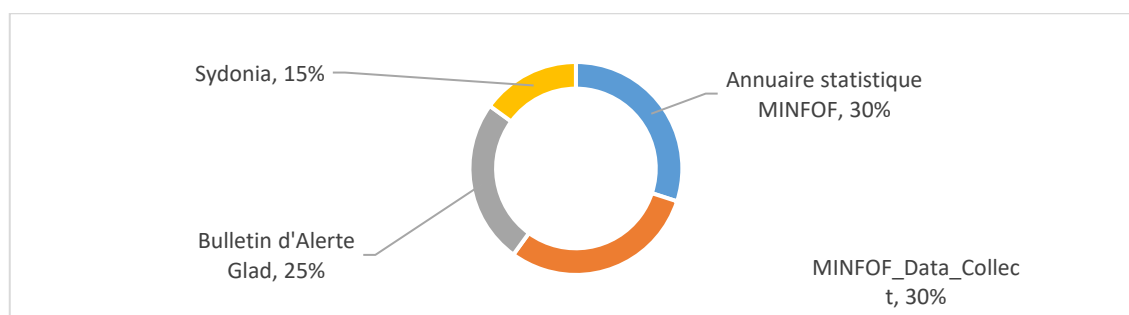


Source : Analyse du questionnaire.

III.2.2. Bases de données forestières ayant des indicateurs sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Il existe un bon nombre de bases de données forestières ayant des indicateurs sur les progrès accomplis en matière de contribution des forêts à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations au Cameroun. Au regard des réponses des interviewers, il s'agit notamment de : MINFOF Data Collect (30 %), l'Annuaire Statistique du MINFOF (30 %), le Bulletin d'Alerte Glad (25%) et Sydonia (15%) comme le montre la Figure 3.

Figure 3: Bases de données forestières ayant des indicateurs sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations.

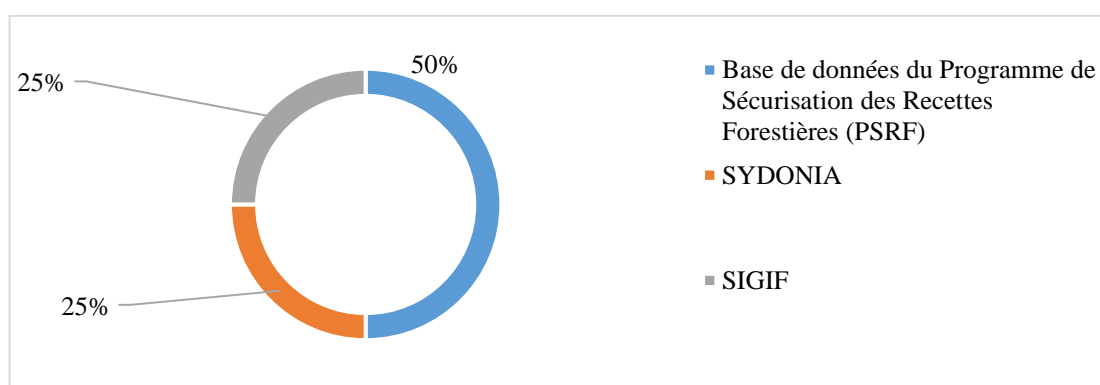


Source : Analyse du questionnaire

III.2.3. Bases de données forestières présentant les flux financiers sur les forêts

Trois bases de données forestières présentent principalement les flux financiers sur les forêts au Cameroun. Comme on peut le voir dans la Figure 4 et au regard de la fréquence de désignation par les interviewers, la plus importante est celle du Programme de Sécurisation des Recettes Forestières (PSRF) (50 %), suivi par Sydonia (25%) et SIGIF (25%).

Figure 4: Bases de données forestières présentant les flux financiers sur les forêts.



Source : Analyse du questionnaire

Les bases de données existantes dans les autres administrations publiques qui auraient un lien avec les forêts sont nombreuses.

III.2.4. Bases de données forestières existantes dans les autres Administrations publiques

Au total, l'on a pu dénombrer 13 bases de données forestières existantes dans d'autres administrations dont trois au MINFI, neuf au MINEPDED et une au MINEPAT. Le Tableau 8 qui suit présente ces bases de données par administration.

Tableau 8: Bases de données forestières existantes dans les autres Administrations publiques.

	Base de données	Administration
1	MESURE	MINFI
2	PSRF	MINFI
3	Sydonia	MINFI
4	Bulletin d'Alerte GLAD	MINEPDED
5	Cameroon National Biosecurity Information System	MINEPDED
6	Centre d'Echange d'Informations sur la Biodiversité (CHM)	MINEPDED
7	Data Reporting Tools (DaRT)	MINEPDED
8	GBIF-Cameroun	MINEPDED
9	Indicator Reporting Information System (IRIS)	MINEPDED
10	Système d'Information Environnementale (SIE)	MINEPDED
11	Système d'Information sur la Biodiversité (SIB)	MINEPDED
12	Système d'Information sur le suivi des Plans de Gestion Environnementale et Social	MINEPDED
13	Base de données INS	MINEPAT

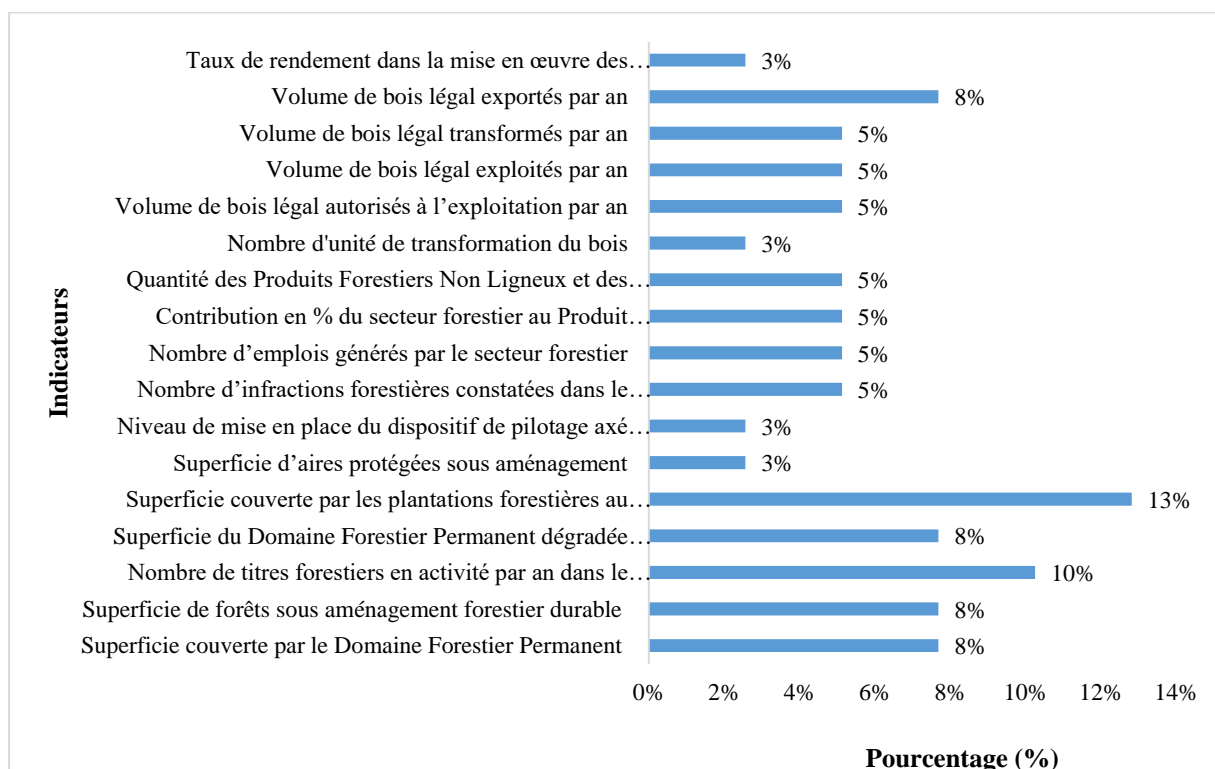
Source : Analyse du questionnaire.

III.3. IDENTIFICATION DES INDICATEURS DE MESURE DES PROGRES ACCOMPLIS EN MATIERE DE GESTION DURABLE DES FORETS AU CAMEROUN

III.3.1. Indicateurs de mesure des progrès de la gestion durable des forêts par le MINFOF

Les résultats de l'analyse des questionnaires montrent que les principaux indicateurs que renferment les bases de données forestières relevant du MINFOF permettant de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun sont nombreux. Comme on le voit sur la Figure 5, il s'agit notamment de la superficie couverte par les plantations forestières (13 %), le nombre de titres forestiers en activité par an dans le Domaine Forestier Permanent (10 %), le volume de bois légal transformé (8%), la superficie du domaine forestier permanent dégradée par an (8%), la superficie de forêts sous aménagement forestier durable (8%), la superficie couverte par le domaine forestier permanent (8%).

Figure 5: Principaux indicateurs (MINFOF) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.

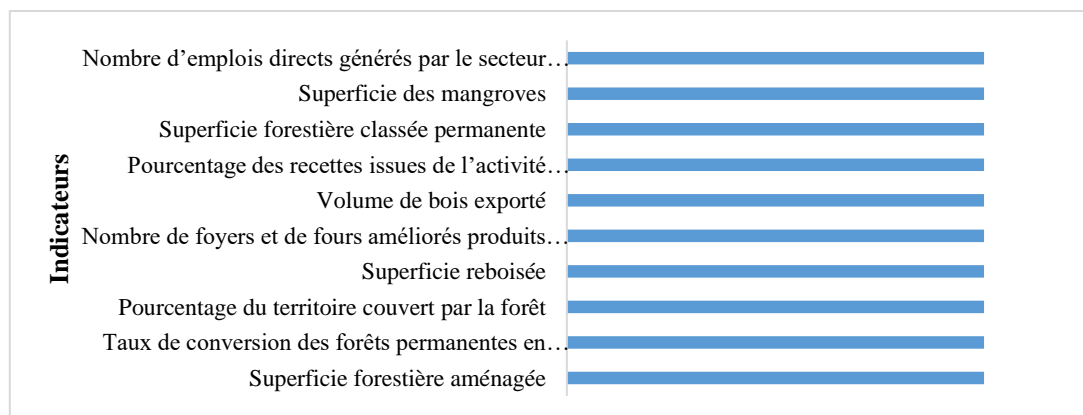


Source : Enquête.

III.3.2. Indicateurs de mesure des progrès de la gestion durable des forêts par le MINEPDED

Les résultats montrent que les bases de données existantes liées aux forêts relevant du MINEPDED renferment dix principaux indicateurs qui permettent de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun comme le montre la Figure 6.

Figure 6: Principaux indicateurs (MINEPDED) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.

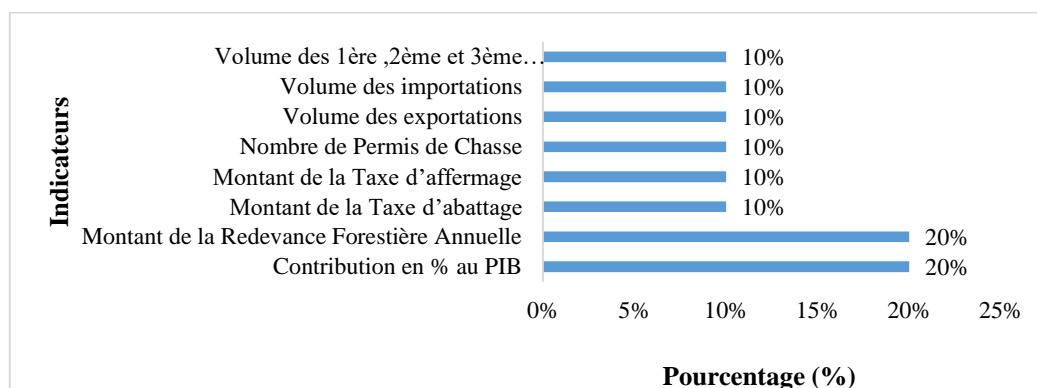


Source : Enquête.

III.3.3. Indicateurs de mesure de la gestion durable des forêts par le MINFI

Les principaux indicateurs que renferment les bases de données existantes liées aux forêts, relevant du MINFI et qui permettent de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun sont tout autant nombreuses. Parmi les huit indicateurs identifiés, deux sont particulièrement ciblées par les interviewés : la Contribution en % au PIB et le montant de la Redevance Forestière Annuelle (Figure 7).

Figure 7: Principaux indicateurs (MINFI) en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.



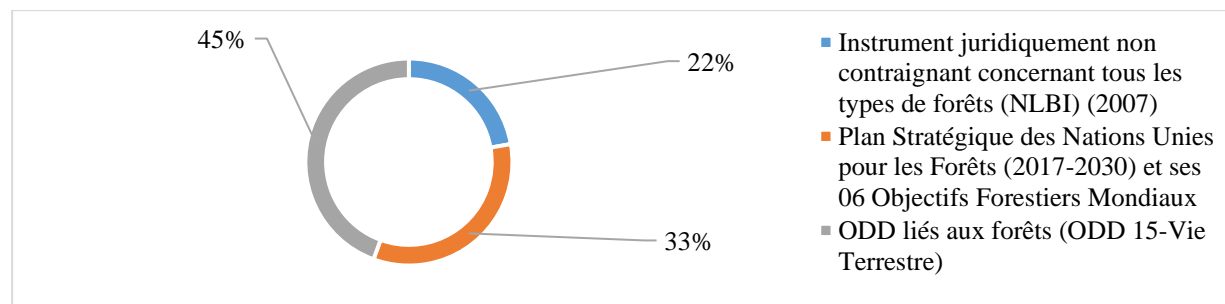
Source : Enquête.

III.4. EVALUATION DU NIVEAU DE CONNAISSANCE DES INDICATEURS DE MESURE DES PROGRES ACCOMPLIS EN MATIERE DE GESTION DURABLE DES FORETS ISSUS DES INSTRUMENTS FORESTIERS DES NATIONS UNIES

III.4.1. Evaluation du niveau de connaissance des Instruments Forestiers des Nations Unies

S'agissant du niveau de connaissance des indicateurs internationaux de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts, l'analyse des questionnaires montre que les interviewés ont connaissance de trois principaux instruments forestier des Nations Unies dont les ODD liés aux forêts, le plan stratégique des Nations Unies pour les Forêts 2017-2030 et l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts. La Figure 8 montre les niveau ou fréquences en pourcentage de référence de ces indicateurs.

Figure 8: Principaux instruments forestiers internationaux dont le FNUF œuvre pour la mise en œuvre.

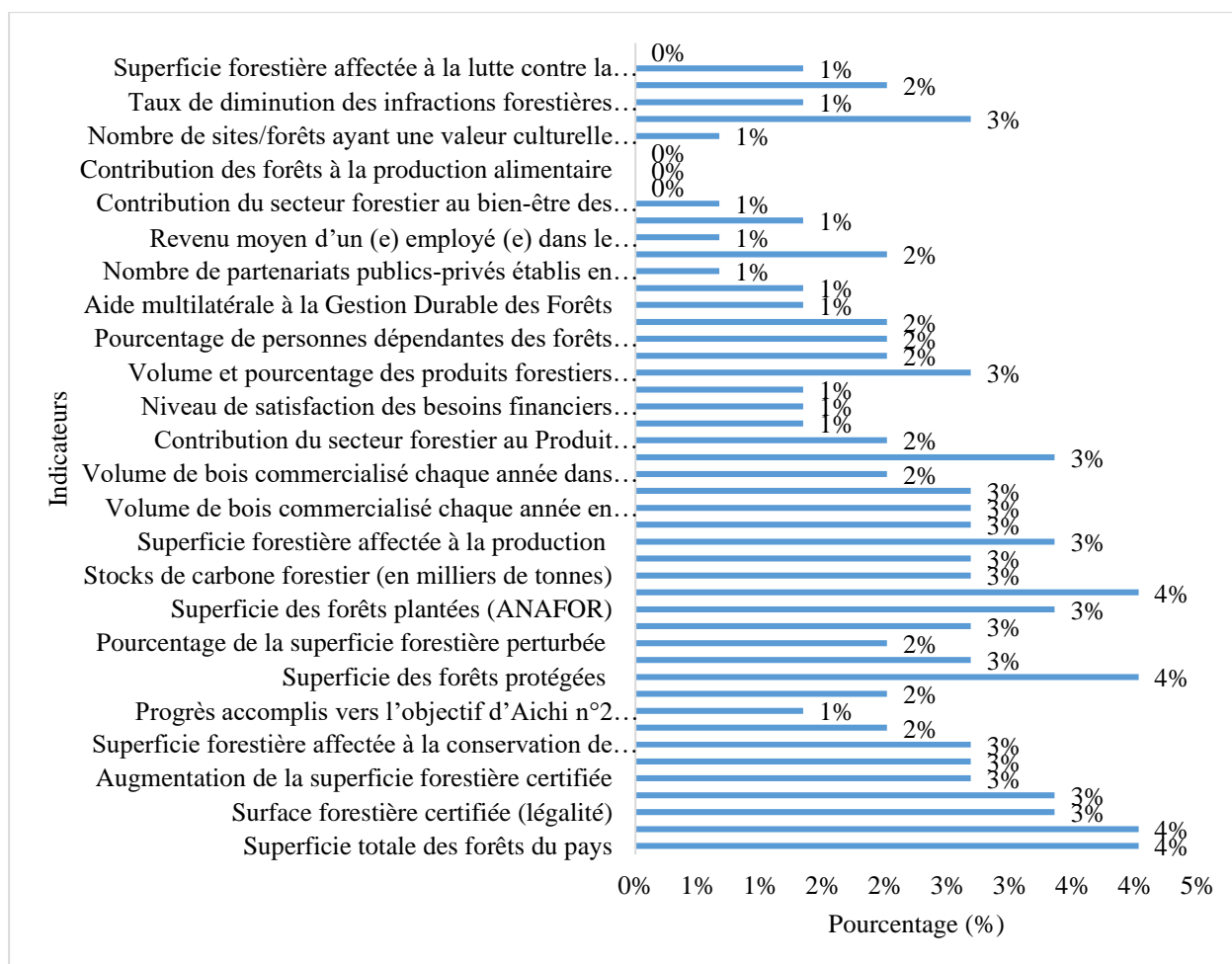


Source : Enquête.

III.4.2. Indicateurs des Instruments Forestiers des Nations Unies intégrés dans les bases de données forestières du Cameroun

Globalement, les interviewés n'ont pas fait preuve d'une bonne connaissance des principaux indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts issus des instruments forestiers des Nations Unies, tels qu'ils sont pris en compte dans les bases de données forestières existantes au Cameroun. En effet, la faiblesse des pourcentages des fréquences de citations dans la Figure 9 confirme bien cette assertion.

Figure 9: Principaux indicateurs issus des instruments forestiers des Nations Unies pris en compte dans les bases de données forestières existantes au Cameroun.



Source : Enquête.

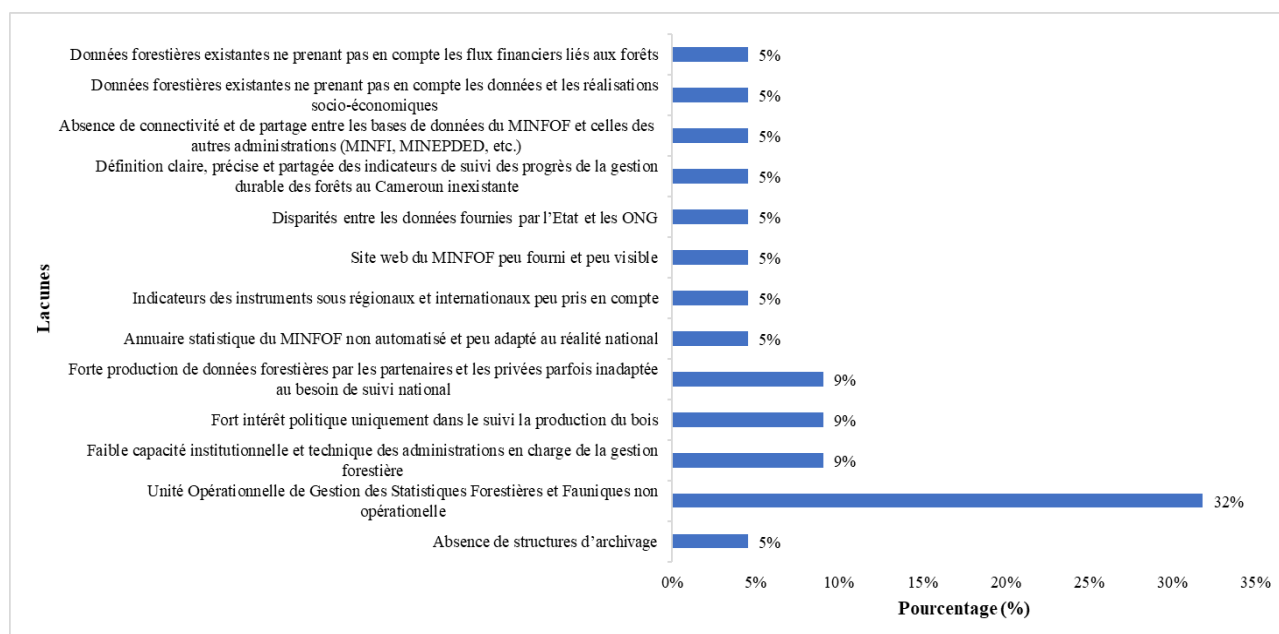
III.5. CARTOGRAPHIE DES LACUNES EXISTANTES EN MATIERE DE PRODUCTION ET DE VALORISATION DES DONNEES FORESTIERES AU CAMEROUN ET DES PROPOSITIONS POUR COMBLER CES LACUNES

III.5.1. Lacunes de la production et de la valorisation des données forestières au Cameroun

Les lacunes identifiées en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun sont nombreuses. Au regard des réponses, la principale lacune est la faible opérationnalisation de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques (32 % des réponses) qui se définissait à sa création en 2016 comme une structure de collecte, de traitement de diffusion et d'analyse prospective des informations du sous-

secteur « Forêts et Faune » et également d'harmonisation de l'ensemble des bases de données existantes dudit sous-secteur.

Figure 10: Lacunes en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun.



Source : Analyse du questionnaire

L'opérationnalisation de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques (UOGSFF) est encore faible en ce qui concerne la valorisation des données produites par les programmes ministériels. En effet, l'UOGSFF est fonctionnelle à travers :

- sa prise en compte dans le Plan de Travail Annuel (PTA) du MINFOF, en termes de dotation en fonctionnement ;
- son activité principale de production de six (6) Annuaire Statistiques du MINFOF, depuis sa création en 2016.

Cependant, l'UOGSFF n'a pas encore véritablement décollé de par la mise en œuvre des missions à elle assignées depuis sa création, qui se définissait comme une structure de collecte, de traitement et de diffusion des informations du sous-secteur « Forêts et Faune » et également d'harmonisation de l'ensemble des bases de données relatives à ce sous-secteur, dans une seule base et surtout d'analyse prospective. Les difficultés majeures qui entravent cette opérationnalisation sont liées au manque de financement des grandes articulations qui permettraient à l'UOGSFF de se déployer efficacement (mise en place d'une base de données numérique comprenant des archives documentaires, développement d'une application statistique informatique, adoption d'un manuel de procédures organisant la collecte, le traitement , la validation, et la publication des informations, etc.).

S'agissant de la lacune relative aux données forestières existantes qui ne prennent pas en compte les flux financiers liés aux forêts, ces données existent. Mais, certaines liées par exemple à la fiscalité forestière restent cantonnées dans les bases de données du Ministère des Finances (MINFI) ou des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD). Une meilleure

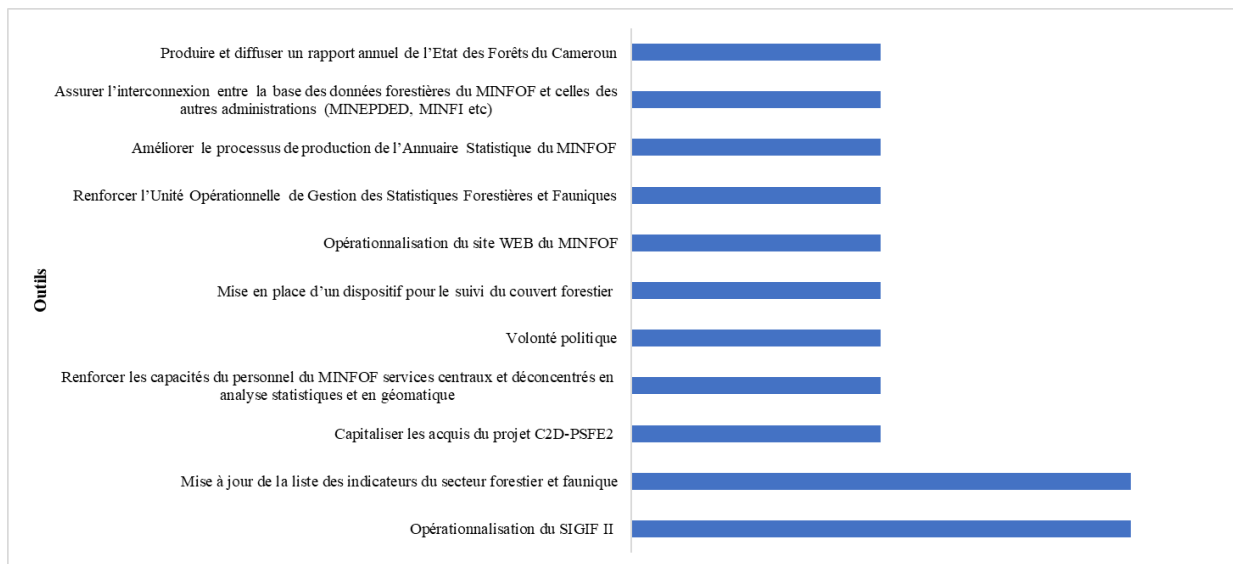
collaboration est nécessaire entre le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et le Ministère des Finances (MINFI).

Enfin, pour ce qui est de la lacune relative à « l'annuaire statistique non automatisé et peu adapté aux réalités nationales », il s'avère nécessaire d'automatiser la collecte et la remontée des données de la base pour le sommet afin d'assurer une meilleure fluidité dans la transmission des données pour leur mise à disposition rapide aux Administrations, aux partenaires et au grand public. Les données présentées dans l'annuaire sont issues des activités des programmes ministériels du MINFOF.

III.5.2. Outils à mettre en place pour combler les lacunes des données forestières au Cameroun

L'on préconise la mise en place de plusieurs outils pour combler les lacunes sus évoquées. Notamment, l'opérationnalisation du SIGIF II et la mise à jour de la liste des indicateurs du secteur forestier et faunique sont parmi les principales mesures suggérées. Au-delà de ces deux mesures, une dizaine d'autres outils sont également proposés comme on peut le voir sur la Figure 11.

Figure 11: Outils à mettre en place.

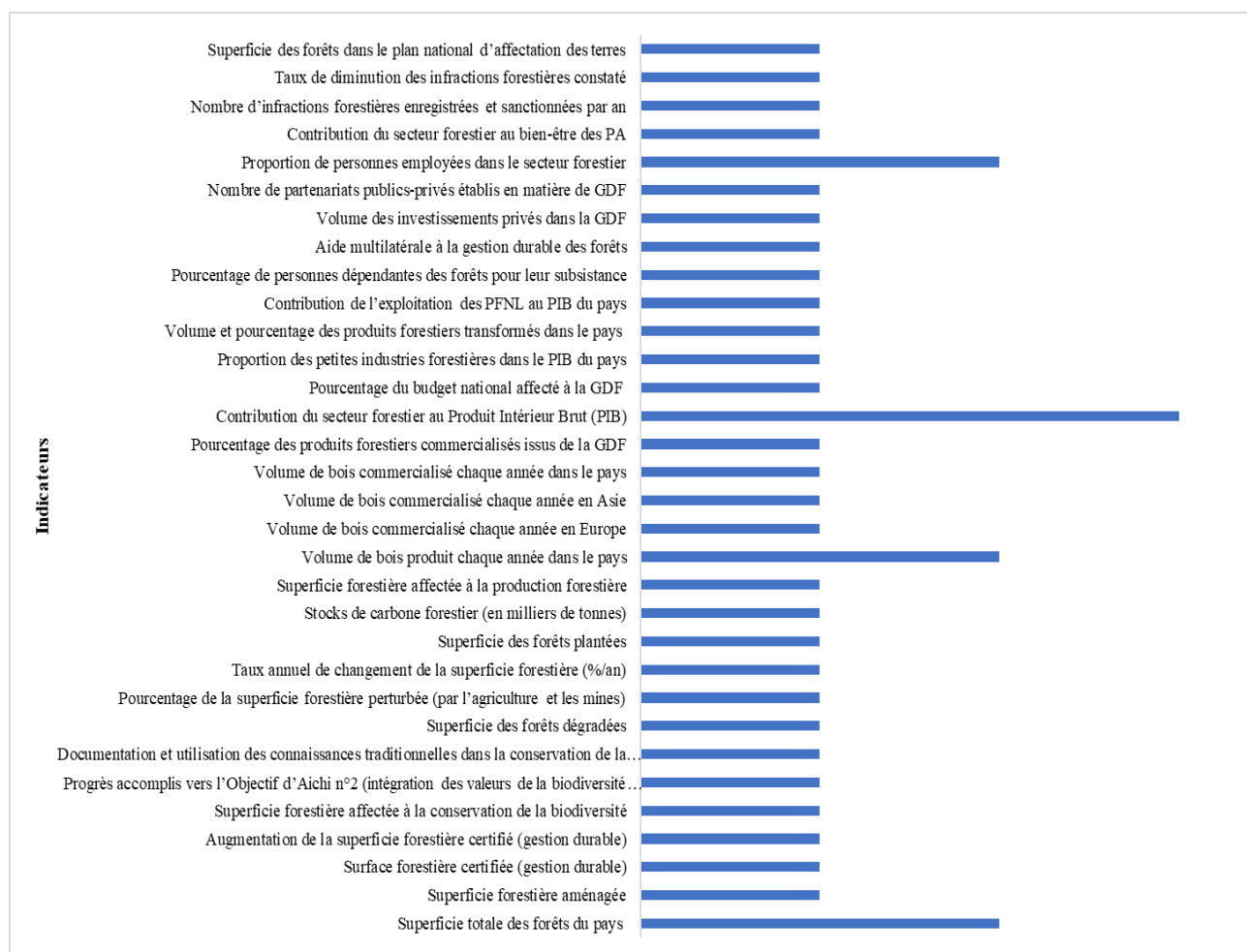


Source : Enquête.

III.5.3. Indicateurs proposés pour la mesure des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun

Il existe plus d'une trentaine d'indicateurs nationaux appropriés pour mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun (Figure 12). Les interviewers font notamment allusion à la contribution du secteur forestier au PIB, la proportion de personnes employées dans le secteur forestier et la superficie totale des forêts du pays.

Figure 12: Indicateurs nationaux de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts.



Source : Enquête.

III.6. PROPOSITION D'UN FORMAT DE RAPPORTAGE DES PROGRES DE LA GESTION DURABLE DES FORETS AU CAMEROUN

III.6.1. Formats proposés pour le rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun

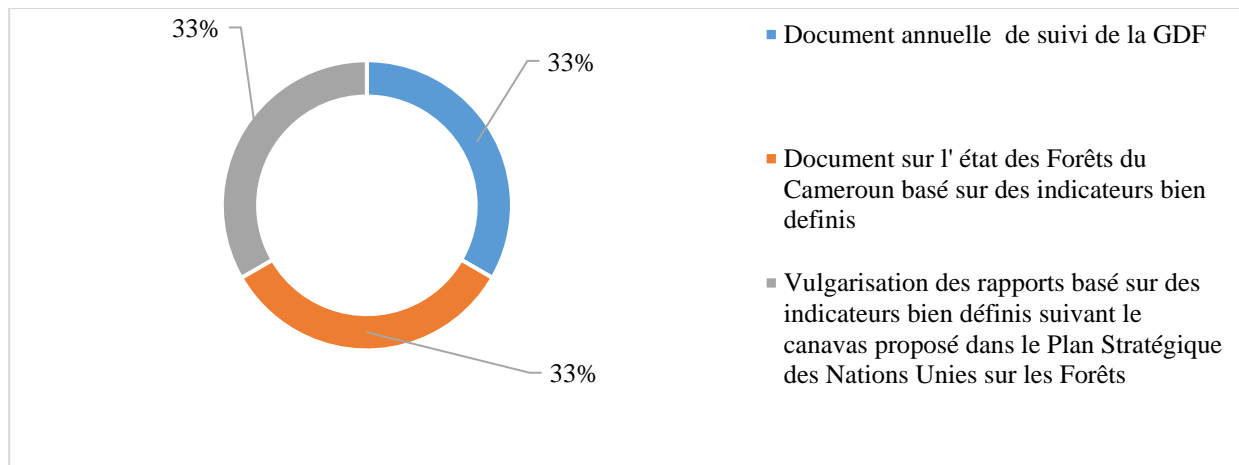
A l'analyse des questionnaires, les personnes-ressources proposent un format de rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun fondé sur trois documents :

- Un rapport annuel de suivi de la Gestion Durable des Forêts (GDF) ;
- Un document sur l'Etat des Forêts du Cameroun basé sur des indicateurs nationaux validés ;
- Un processus de vulgarisation des rapports basé sur des indicateurs bien définis suivant le canevas proposé dans le Plan Stratégique des Nations Unies sur les Forêts.

Les différents formats proposés pour assurer le rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun sont les suivants : le document annuel de suivi de la GDF (33 %), le document sur l'état des Forêts du Cameroun basé sur des indicateurs bien définis (33

%), la vulgarisation des rapports basée sur des indicateurs bien définis suivant le canevas proposé dans le Plan Stratégique des Nations Unies sur les Forêts (Figure 13).

Figure 13: Formats proposés.



IV. CONCLUSION GÉNÉRALE ET RECOMMANDATIONS

Dans le but de soutenir et d'aider le Cameroun à développer un système complet et efficace de suivi des progrès vers la gestion durable des forêts, cette étude a permis dans un premier temps de dresser un aperçu du secteur forestier du Cameroun. Pour ce faire, le cadre institutionnel de la mise en œuvre de la politique forestière a été d'abord passé en revue en s'arrêtant particulièrement sur les réformes intervenues au début des années 1990 sous l'impulsion de la Banque Mondiale et en rapport avec les orientations internationales en matière de conservation de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles. La présentation du cadre stratégique a permis de faire ressortir que le plan stratégique du ministère en charge des forêts, MINFOF se décline en quatre (04) programmes dont trois (03) programmes opérationnels et un (01) programme support comme suit :

- le programme 961 : Aménagement et renouvellement de la ressource forestière ;
- le programme 962 : Sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées ;
- le programme 963 : Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses
- le programme 960 : Gouvernance et appui institutionnel dans le sous-secteur forêt et faune.

En termes de méthodologie, notre étude s'est appuyée sur l'analyse documentaire, sur les entretiens personnels et sur l'administration d'un questionnaire auprès de certains acteurs clés de la mise en œuvre de la politique forestière du Cameroun. L'exploitation statistique des questionnaires a permis dans un second temps de tirer des conclusions pertinentes sur les points ci-après :

- le niveau de connaissance des différentes bases de données forestières par les interviewers ;
- les bases de données forestières existantes au Cameroun ;
- les indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts ;

- les indicateurs de mesure des progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts issus des instruments forestiers des Nations Unies ;
- la cartographie des lacunes existantes en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun et des propositions pour combler ces lacunes.

Dans le même temps notre étude a permis de collecter des propositions relatives au format de rapportage des progrès réalisés sur la gestion durable des forêts au Cameroun.

Au total, l'enjeu majeur de cette étude était de permettre un meilleur suivi/évaluation des efforts consentis par le Gouvernement Camerounais en matière de gestion durable des forêts. Pour cela, et au titre des recommandations, il conviendra de mettre l'accent sur quelques orientations clés, à savoir :

- 1- Définir clairement la matrice des indicateurs de suivi des progrès en matière de gestion durable des forêts et la valider et partager avec les autres acteurs clés de la gestion des forêts ;
- 2- Assurer une meilleure prise en compte des indicateurs liés aux six (6) Objectifs forestiers mondiaux et aux vingt-six (26) cibles associées du Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts 2017-2030, ainsi que les indicateurs régionaux de gestion durable des forêts en Afrique centrale dans les bases de données forestières au Cameroun ;
- 3- Assurer l'opérationnalisation effective de l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques du Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). A cet égard, l'accompagnement par le FNUFF constituerait une opportunité pour le sous-secteur forêt et faune du Cameroun ;
- 4- Améliorer le niveau de connaissance des acteurs sur les bases de données forestières existantes ;
- 5- Assurer la prise en compte des données socioéconomiques et des données sur les flux financiers liés aux forêts dans les bases de données forestières ;
- 6- Faciliter la communication et garantir la connectivité entre l'Unité Opérationnelle de Gestion des Statistiques Forestières et Fauniques du Ministère des Forêts et les différents pôles ou administrations de collecte, de traitement et de gestion des données forestières (MINFI, MINEPDED, MINADER, MINTOUR, etc.) ;
- 7- Organiser des ateliers sur la méthodologie de collecte, de traitement et de gestion des données forestières regroupant l'ensemble des acteurs afin d'éviter les disparités entre les données fournies par l'Etat, les ONG et les entreprises forestières ;
- 8- Alimenter, mettre à jour et rendre plus visible le site web du MINFOF et les icônes traitant des données forestières ;
- 9- Améliorer les capacités institutionnelles et techniques d'archivage des données forestières dans les Administrations en charge de la collecte, du traitement et de la gestion des données forestières ;
- 10- Intégrer les données liées aux produits forestiers autres que le bois dans les bases de données forestières (PFNL, etc.) ;
- 11- Institutionnaliser la production automatique annuelle et la diffusion de l'Annuaire Statistique du MINFOF comme outil de centralisation des données forestières au Cameroun.

	3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10 =	
S1Q05	Listez, les bases de données liées aux forêts existantes ayant des indicateurs sur les progrès accomplis en matière de contribution des forêts à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des populations au Cameroun. 1 = 2 = 3 = 4 = 5 =	
S1Q06	Listez, les bases de données liées aux forêts existantes ayant des indicateurs sur les progrès accomplis en matière de contribution des forêts à la sécurité alimentaire au Cameroun. 1 = 2 = 3 = 4 = 5 =	
S1Q07	Listez, les bases de données forestières qui présentent les flux financiers sur les forêts au Cameroun. 1 = 2 = 3 = 4 = 5 =	
S1Q07	Listez, les bases de données existantes dans les autres Administrations publiques qui auraient un lien avec les forêts (et indiquer les Administrations qui assurent la gestion de ces bases de données et les liens existants avec les bases de données forestières). 1 = 2 = 3 = 4 = 5 = <hr/> <hr/> <hr/> <hr/> <hr/>	

SECTION 2 : IDENTIFICATION DES INDICATEURS DE MESURE DES PROGRES ACCOMPLIS EN MATIERE DE GESTION DURABLE DES FORÊTS AU CAMEROUN

<p>S2Q01</p>	<p>S'agissant des bases de données existantes liées aux forêts et relevant du MINFOF, listez les 10 principaux indicateurs qu'elles renferment et qui permettent de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10=</p>	
<p>S2Q02</p>	<p>S'agissant des bases de données existantes liées aux forêts et relevant du MINEPDED, listez les 10 principaux indicateurs qu'elles renferment et qui permettent de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10=</p>	
<p>S2Q03</p>	<p>S'agissant des bases de données existantes liées aux forêts et relevant du MINFI, listez les 10 principaux indicateurs qu'elles renferment et qui permettent de mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun.</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10=</p>	
<p>S2Q04</p>	<p>S'agissant des bases de données existantes liées aux forêts et relevant du MINADER, listez les 10 principaux indicateurs qu'elles renferment et qui permettent de mesurer les progrès</p>	

13 = Pourcentage de la superficie forestière perturbée (par l'agriculture et les mines)	<input type="checkbox"/>
14 = Taux annuel de changement de la superficie forestière (%/an)	<input type="checkbox"/>
15 = Superficie des forêts plantées	<input type="checkbox"/>
16 = Superficie des forêts issues du reboisement	<input type="checkbox"/>
17 = Stocks de carbone forestier (en milliers de tonnes)	<input type="checkbox"/>
18 = Variations de stocks de carbone dans les terres forestières	<input type="checkbox"/>
19 = Superficie forestière affectée à la production forestière	<input type="checkbox"/>
20 = Volume de bois produit chaque année dans le pays	<input type="checkbox"/>
21 = Volume de bois commercialisé chaque année en Europe	<input type="checkbox"/>
22 = Volume de bois commercialisé chaque année en Asie	<input type="checkbox"/>
23 = Volume de bois commercialisé chaque année dans le pays	<input type="checkbox"/>
24 = Pourcentage des produits forestiers commercialisés issus de la GDF	<input type="checkbox"/>
25 = Contribution du secteur forestier au Produit Intérieur Brut (PIB)	<input type="checkbox"/>
26 = Pourcentage du budget national affecté à la GDF	<input type="checkbox"/>
27 = Niveau de satisfaction des besoins financiers annuels de la GDF	<input type="checkbox"/>
28 = Proportion des petites industries forestières dans le PIB du pays	<input type="checkbox"/>
29 = Volume et pourcentage des produits forestiers transformés dans le pays	<input type="checkbox"/>
30 = Contribution de l'exploitation des PFNL au PIB du pays	<input type="checkbox"/>
31 = Pourcentage de personnes dépendantes des forêts pour leur subsistance	<input type="checkbox"/>
32 = Aide bilatérale à la gestion durable des forêts	<input type="checkbox"/>
33 = Aide multilatérale à la gestion durable des forêts	<input type="checkbox"/>
34 = Volume des investissements privés dans la GDF	<input type="checkbox"/>
35 = Nombre de partenariats publics-privés établis en matière de GDF	<input type="checkbox"/>
36 = Proportion de personnes employées dans le secteur forestier	<input type="checkbox"/>
37 = Revenu moyen d'un (e) employé (e) dans le secteur forestier	<input type="checkbox"/>
38 = Superficie forestière affectée aux Populations	<input type="checkbox"/>
39 = Contribution du secteur forestier au bien-être des PACL	<input type="checkbox"/>
40 = Disponibilité et accès à la terre pour les aliments forestiers	<input type="checkbox"/>
41 = Contribution des forêts à la production alimentaire	<input type="checkbox"/>
42 = Revenus liés aux forêts donnant accès la nourriture	<input type="checkbox"/>
43 = Nombre de sites/forêts ayant une valeur culturelle ou spirituelle	<input type="checkbox"/>
44 = Nombre d'infractions forestières enregistrées et sanctionnées par an	<input type="checkbox"/>
45 = Taux de diminution des infractions forestières constatées	<input type="checkbox"/>
46 = L'organisation du contentieux forestier est connue et respectée	<input type="checkbox"/>
47 = Superficie des forêts dans le plan national d'affectation des terres	<input type="checkbox"/>
48 = Superficie forestière affectée à la lutte contre la désertification	<input type="checkbox"/>
49 = Superficie des forêts gérées pour protéger les sols et l'eau	<input type="checkbox"/>

SECTION 4 : CARTOGRAPHIE DES LACUNES EXISTANTES EN MATIERE DE PRODUCTION ET DE VALORISATION DES DONNEES FORESTIERES AU CAMEROUN ET DES PROPOSITIONS POUR COMBLER CES LACUNES

<p>S4Q01</p>	<p>Quelles sont, selon vous, les principales lacunes que vous constatez en matière de production et de valorisation des données forestières au Cameroun ? Citez quelques-unes de ces lacunes.</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10 =</p>	
<p>S4Q02</p>	<p>Que faut-il faire, selon vous, pour combler et résoudre ces lacunes ? Quels outils mettre en place pour combler ces lacunes ?</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10 =</p>	
<p>S4Q03</p>	<p>Quels indicateurs nationaux seraient appropriés pour mesurer les progrès accomplis en matière de gestion durable des forêts au Cameroun ?</p> <p>1 = 2 = 3 = 4 = 5 = 6 = 7 = 8 = 9 = 10 = 11 = 12 = 13 = 14 = 15 = 16 = 17 =</p>	

	18 = 19 = 20 =	
--	----------------------	--

SECTION 5 : PROPOSITION D'UN FORMAT DE RAPPORTAGE DES PROGRES DE LA GESTION DURABLE DES FORETS AU CAMEROUN

S5Q01	<p>Quel format proposez-vous pour assurer le rapportage des progrès de la gestion durable des forêts au Cameroun ?</p>	
-------	---	--

Propositions de conclusions et de recommandations finales :

MERCI BEAUCOUP POUR VOTRE COLLABORATION.